

Mémoire du Royalisme 4/8

La presse royaliste en 1884

Quelles que soient les excuses d'Henri V et les responsabilités des ducs orléanistes, la période 1871-1883 fut celle de l'échec du légitimisme. On semblait se trouver alors à un changement d'époque ; quantité d'hommes illustres étaient morts : Louis Blanc, Karl Marx, Gambetta, Louis Veillot et Henri V. Avec Philippe VII, le royalisme allait ouvrir une nouvelle page de son histoire.



Le comte de Chambord

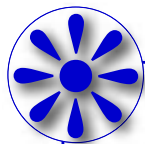
La Presse monarchiste

Contrairement au comte de Chambord, Philippe VII refusait l'exil volontaire. Il décidait une politique de présence française. Pendant dix ans (1873-1883) le comte de Paris s'était tenu en retrait d'Henri V et il était donc peu connu. Il lui fallait compenser ce déficit d'image. Il savait que si l'on avait l'opinion par la presse, on avait la presse par l'argent. Or en 1882 la Droite s'était vue couper ses moyens financiers par le krach de sa banque catholique l'UNION GÉNÉRALE, créée en 1877 par Eugène Bontoux. La société prospère avait été attaquée par la spéculation de la finance protestante (1) et au moment où Bontoux arrivait à renflouer sa trésorerie,



le garde des Sceaux l'avait déclaré en faillite. Philippe VII ne pouvait donc s'appuyer que sur ses propres moyens car le duc d'Aumale refusait de soutenir son neveu qui lâchait l'orléanisme, tandis qu'Henri V avait laissé son patrimoine à Robert de Parme. Philippe VII décida donc d'investir un tiers de sa fortune personnelle pour financer la presse royaliste.

Les journaux géants étaient LE PETIT JOURNAL, le MATIN et en 1883, les frères assumptionnistes avaient lancé LA CROIX (2), un grand journal populaire pour riposter à l'anti-cléricalisme. Face à ces monstres, les petits organes provinciaux pouvaient séduire 250 à 5 000 lecteurs. Pour sa part, la presse royaliste comprenait quelque 250 titres (700 000 exemplaires) et s'organisait dans l'Association de la Presse Monarchique et Catholique des Départements. Les thèmes légitimistes étaient puissamment défendus dans des journaux de province où des fidèles, le cœur sur la main, vivaient sans faste pour aider à la propagande royaliste. On trouvait aussi quelques titres prestigieux comme L'UNIVERS (3) de la famille Veillot ou la combative GAZETTE DE FRANCE (4) de Gustave Janicot (5). Le premier journal français fondé sous Richelieu, donnait maintenant le ton aux



feuilles royalistes des provinces. La presse orléaniste était plutôt citadine. Elle comptait les 45 000 exemplaires du SOLEIL (6) et les 15 titres du groupe Dalloz, dont Le MONDE dirigé par M^{gr} d'Hulst (7).

En vue des élections de 1885, Philippe VII subventionna le lancement de MONARCHIE FRANÇAISE. Le Prince confia à Lambert de Sainte-Croix la mise en place d'un bureau de presse où les journaux étaient dépouillés pour lui faire une revue lors du conseil privé. Il chargea aussi son bureau du rachat d'anciens journaux bonapartistes car certains d'entre eux avaient déjà réalisé un transfert d'allégeance vers le comte de Chambord lorsqu'en 1879 le prince impérial avait été tué au Zoulouland. Pensons à LA DÉFENSE DE SEINE-ET-MARNE du baron Tristan Lambert, où au mondain GAULOIS. Ce brillant journal bonapartiste avait été l'objet d'âpres luttes. En 1879, l'ancien bonapartiste Arthur Meyer (8) l'avait fait basculer au service du comte de Chambord. Puis le banquier Werbrouck avait révoqué ce juif royaliste, au profit du chef républicain Jules Simon (9). Enfin Meyer en avait repris le contrôle en 1882.

En septembre 1884 la presse royaliste affirma que le parti de la monarchie grandissait et que l'avenir lui appartenait. Elle devait néanmoins faire face à l'offensive naundorffiste dont le royaliste Eugène Vuillot dans l'UNIVERS, expliquait le succès par « l'antipathie qui va déjà diminuant, qu'on saura faire cesser, je l'espère, mais qu'inspi-

rent encore à plus d'un vieux légitimiste, il ne faut pas le nier, les princes d'Orléans ».

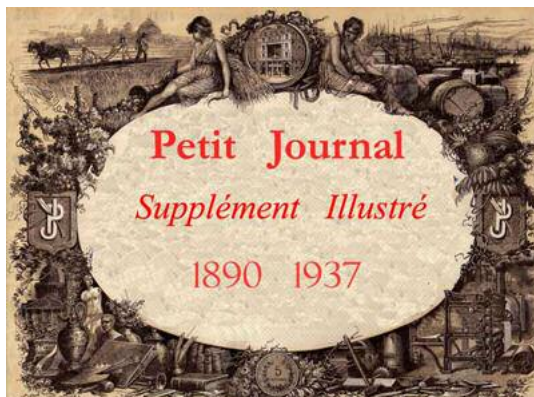
La perturbation naundorffiste

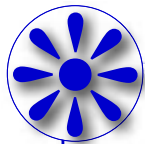
En 1884 le groupuscule naundorffiste irritait le Parti royaliste réunifié pour qui ces

« trente ou quarante intrigants, suivis d'une troupe d'illuminés, renforcés de quelques entêtes » remportaient un succès relatif assez inouï. Le second fils de Naundorff était maintenant le chef d'une faction qui avait « compris que certains légitimistes, par

hostilité passionnée contre les princes d'Orléans, que certains catholiques, deviendraient accessibles à l'imposture naundorffiste ». En 1884 cette faction multipliait les publications et surtout leur Charles XI, bien que protestant, avait consacré sa famille et la France au Sacré-cœur, en mars 1884 dans la chapelle provisoire de la basilique de Montmartre. Cette instrumentalisation était menée par Amélie, la fille aînée de Naundorff. À la mort d'Henri V, voyant trois ou quatre milliers de légitimistes désorientés, elle avait précipité le mouvement dans le sens catholique et celui de la monarchie autoritaire (10). L'opération avait porté ses fruits car bientôt les ralliés furent « plus nombreux que les partisans de la branche espagnole ».

C'est pourquoi les légitimistes ayant rejoint Philippe VII décidèrent de réfuter les thèses naundorffistes. Début 1885 Eugène Vuillot écrivit dans l'UNIVERS une série d'articles s'adressant aux légitimistes qui, par antipathie des Bourbon-Orléans, se





lissaient séduire par le naundorffisme. Il y polémiquait avec les abbés naundorfistes (11), par ailleurs soupçonnés de connivence avec le vintrisme (12) et le martinisme (13). Il s'en fit remercier par le duc de Parme, représentant le rameau italien de la branche des Bourbon-Anjou. Mais qu'étaient devenus les Blancs d'Espagne ? Joseph du Bourg avait pris acte des renoncements de don Juan et de son fils don Carlos. Faute de mieux, il avait envisagé l'hypothèse du petit-fils don Jayme, que sa mère la duchesse de Madrid semblait pousser. De son côté, l'ancien secrétaire du comte de Chambord, Maurice d'Andigné, créait LE DROIT MONARCHIQUE, un journal subventionné par la comtesse de Chambord, pour défendre les thèses de son noyau de fidèles. On y prophétisait la victoire de don Alfonso, puis on envisageait le recours à l'archange saint Michel car la comtesse de Chambord lui faisait élever une statue à Frohsdorf. Dans la brochure LE ROI LÉGITIME publié en 1884, les blancs d'Espagne émettaient le vœu que les princes espagnols descendants du duc d'Anjou, affirment solennellement leur droit d'aînesse car, dira l'historien Jean-Claude Drouin, « *Jusqu'à cette date, le parti des Blancs d'Espagne n'avait eu aucune existence effective si ce n'est justement par les deux journaux (14) qui depuis quelques mois ne cessaient d'attaquer les Orléans en voulant démontrer que jamais le comte de Chambord n'avait reconnu le comte de Paris comme*



son successeur. » L'aumônier du comte de Chambord, le père Bole, définissait la ligne : « *Je sais bien, dans la France actuelle, on ne ferait que difficilement accepter pour roi un prince espagnol, napolitain où parmesan. Je le sais parfaitement. Aussi ne demandais-je pas qu'on s'opposât au mouvement qui portait le comte de Paris au trône. Tout ce que je désirais, c'est qu'on ne parlât pas de ses droits puisqu'il n'en a pas* ». Finalement en juillet 1884, le comte d'Andigné se proclama officiellement

partisan des Bourbons-Anjou et lors d'une réunion mondaine, quelques grands noms (15) fondèrent une nouvelle maison royale en présentant l'infant d'Espagne don Juan, comme Jean III de Bourbon. La division toujours.

Les Blancs d'Eu

Un an après la mort du comte de Chambord, les Bourbon-Anjou se préoccupaient exclusivement des troubles républicains et carlistes qui semblaient à nouveau agiter l'Espagne d'Alphonse XII. C'est pourquoi à la messe anniversaire de Goritz n'assistait que le duc de Parme. En France, Philippe VII avait demandé une messe à Paris et une autre à Eu, à laquelle sa femme assista dans un état de grossesse très avancé.



Philippe VII

Le comte de Paris voyait sa politique de présence regagner une crédibilité évaporée depuis l'échec du comte de Chambord en 1873. En avril 1884, le Prince de Galles se rendit à



Cannes pour les obsèques de son frère et il plaça Philippe VII au premier rang. Cet acte fut considéré par le gouvernement comme un affront, tout autant que la visite à Eu du frère du roi des Belges, tout autant que la visite du duc de Chartres aux victimes du Choléra de Marseille qui vint leur remettre 50 000 francs. La vie simple du Chef de la Maison de France commençait à lui rallier bon nombre de sympathies. Le royalisme semblait gagner du terrain et son historien Marc Desaubiaux écrira : « *travailleur acharné, levé tôt, couché tard, Philippe VII réussit néanmoins le tour de force de réorganiser et d'unifier le parti autour de sa personne, de ranimer la flamme combattive, et surtout de rendre au principe monarchique toute sa crédibilité. De nouveau, les royalistes inquiètent : périodiquement, on dépose au Bureau de l'Assemblée un projet de loi d'exil contre les princes... malgré tout, le prince poursuit imperturbablement sa stratégie de présence au milieu des Français* ». Y avait-il de quoi inquiéter la III^e République triomphante ? En tout cas, au mois d'août 1884, le chef du gouvernement, Jules Ferry, lança une série de lois révisant la constitution orléaniste de 1875 : Les prières publiques lors de la réunion des Chambres furent abolies ; le mode d'élection du Sénat n'était plus inscrit dans la constitution et surtout la forme républicaine du gouvernement ne pouvait plus faire l'objet d'une proposition de révision. Ce sur quoi le député catholique intransigeant, Mgr Freppel, répondit qu'il serait bien inutile d'avoir écrit ce décret, au jour où, lassé de la République, le peuple français réclamerait son droit au retour de la Maison de France. Les députés républicains croyant l'embarrasser lui demandèrent laquelle : Anjou, Parme ou Orléans ? Et Mgr Freppel de



Le duc de Chartres

répondre qu'il n'y avait qu'une Maison de France, celle personnifiée par le Comte de Paris, successeur et héritier légitime du Comte de Chambord. Alors Ferry fit rajouter dans la constitution l'interdiction aux Bourbon-Orléans de se porter candidats à la présidence de la République. Ce Prince, fidèle à la tradition capétienne de réconciliation, gênait. Car la réconciliation restait bien le thème privilégié des Bourbon-Orléans. Problématique de l'unité et de la diversité chère à la tradition royaliste ; qui va du libéral Benjamin Constant, pour qui la diversité est la vie et l'uniformité la mort ; à l'intransigeant Joseph de Maistre considérant que le mal vient d'une certaine division et que le bien dépend d'une cer-

taine unité.

Les préoccupations réconciliatrices du Comte de Paris allaient d'ailleurs rencontrer le mouvement de réforme intellectuelle mené par les érudits conservateurs.

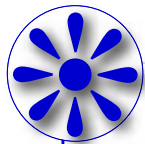
Philippe Lallement

(à suivre)



M^{gr} FREPPEL

1. Banquiers protestants : Mirabaud, Vernes, Marcuard, André, Hotinguer, Mallet, de Neufelize, Schlumberger, Odier...
2. LA CROIX, en 1873, le Conseil des pèlerinages fondé à La Salette, lança un bulletin de piété : LE PELE-RIN, puis créa la Maison de la Bonne Presse. Stimulée par l'idéal de propagande catholique la revue LA CROIX devint quotidien catholique, apostolique, romain et populaire sous la direction du P. Vincent-de-Paul Bailly. Le crucifix figurait à sa première une de 1883.
3. L'UNIVERS, fondé par l'abbé Migne en 1833, prit son éclat sous la direction de Louis et Eugène Veuillot. À l'origine bonapartiste, il devint ultra-



- catholique et défendant le pape fut interdit par Napoléon III de 1860 à 1867. À la fin de l'Empire il devint légitimiste. Sous l'influence d'Eugène Veillot, le frère de Louis, le journal se ralliera après 1892, tandis qu'Elise Veillot leur sœur fondera en 1893 le journal LA VÉRITÉ, qui poursuivra le combat intransigeant auquel Louis Dimier participera.
4. LA GAZETTE DE FRANCE, fondée par Théophraste Renaudot en 1631, disparue à la guerre de 1914. Elle eut les signatures de Maistre et de Bonald. Sous la Monarchie de Juillet elle était dirigée par l'abbé de Genoude qui défendait le concept de "légitimisme de droit national". Son successeur fut Gustave Janicot.
 5. Gustave Janicot (1830-1910), directeur de LA GAZETTE DE FRANCE ouvrit son journal à Pierre-Joseph Proudhon qui accepta et plus tard à Charles Maurras, qu'il envoya aux premiers jeux olympiques du baron de Coubertin.
 6. SOLEIL ; crée en 1873 par Edouard Hervé (1835-1899), devint l'organe officieux du Comte de Paris. Il prônait une monarchie constitutionnelle de centre-droit, soutint Mac-Mahon, combattit la politique anti-catholique de Gambetta, et favorisait la réconciliation orléanistes-légitimistes. Il avait une bonne rubrique financière. Il deviendra dreyfusard sous Hervé de Kérohant.
 7. Mgr Maurice d'Hauteroche d'Hulst (1841-1896), recteur de l'Institut catholique depuis 1880, orateur réputé, conférencier de Notre-Dame et député de Brest. Ce royaliste libéral avait été le compagnon de jeu du jeune comte de Paris.
 8. Arthur Meyer (1844-1924), ce petit-fils fils de rabbin alsacien fonda le musée Grévin, complota pour le retour de la monarchie avec le général Boulanger. Il se battit en duel avec Edouard Drumont, fut anti-dreyfusard, se convertit au catholicisme en 1901 et s'opposa aux tendances activistes et ouvriéristes de l'Action Française.
 9. Jules Simon (1814-1896), républicain conservateur et directeur du SIÈCLE avait été Président du conseil en 1876.
 10. Louis-Charles Naundorff : Discours à la nation française, du 16 décembre 1884 à Paray-le-Monial.
 11. Abbés naundorffistes : Dupuy, Berton, Briault...
 12. Pierre-Eugène-Michel Vintras (1807-1875). Son œuvre de Miséricorde fut composée d'une dizaine de prêtres et d'une centaine de laïcs. Il fut rejoint par Gozzoli, jusqu'alors chargé de diriger l'église de "doctrine céleste" fondée par Naundorff.
 13. Saint-Martin ; le "philosophe inconnu" aurait participé aux préparatifs d'évasion de Louis XVII et aurait été désigné par la Convention, précepteur du dauphin, sur proposition du duc d'Orléans, dit Philippe-Egalité.
 14. LE DROIT MONARCHIQUE dirigé par Jules Delmas et le JOURNAL DE PARIS par Guillaume Véran.
 15. Blancs d'Espagne : général de Cathelineau et Urbain de Maillé mais aussi Joseph du Bourg, Maurice d'Andigné, Sébastien Laurentie, et Guillaume Véran.



Merci aux Manants du Roi pour les illustrations